

Dépense publique : « Les programmes de Fillon et Macron reposent sur quatre idées fausses »

abonnes.lemonde.fr /idees/article/2017/04/20/depense-publique-les-programmes-de-fillon-et-macron-reposent-sur-quatre-idees-faussees_5114319_3232.html

Pour Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak, membres des Economistes Atterrés, réduire la dépense publique pour réduire le déficit et la dette, comme le proposent Fillon et Macron, c'est faire une erreur arithmétique et économique.

LE MONDE ECONOMIE | 20.04.2017 à 12h21 • Mis à jour le 20.04.2017 à 14h58 | Par Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak (membres du collectif d'animation des Economistes Atterrés)



François Fillon propose de réduire la dépense publique de 100 milliards d'euros par an, Emmanuel Macron de 60 milliards. Ces programmes reposent sur quatre idées fausses.

La dépense publique équivalant à 57 % du PIB en France, il n'en resterait que 43 % pour le privé. C'est une première idée fausse. La dépense publique (1 243 milliards en 2015) équivaut certes à 57 % du PIB (2 181 milliards). Mais elle n'est aucunement une part de celui-ci. Avec la méthode retenue pour la calculer, la dépense privée, celle des ménages et des entreprises, peut être évaluée à plus de 200 % du PIB !

Fonctionnaires « improductifs »

Deuxième idée fausse : celle qui laisse entendre que la dépense publique financerait des fonctionnaires « improductifs ». Une idée doublement erronée. Elle ignore que les fonctionnaires sont productifs. Les services qu'ils produisent sont accessibles gratuitement (on ne sort pas sa carte bleue à l'entrée d'une école ou pour emprunter un trottoir). Mais ils ne sont pas gratuits, ils doivent être payés, et ils le sont par l'impôt, lequel joue le même rôle que le prix de la baguette payée à son boulanger.

La valeur ajoutée des fonctionnaires, leur contribution au PIB, s'est élevée à 364 milliards en 2015 (c'est le PIB non marchand). Ce n'est pas négligeable, mais cela ne représente que 17 % du PIB. Une part stable depuis trente-cinq ans et qui pourrait parfaitement être augmentée pour satisfaire de nombreux besoins : hôpitaux, éducation, culture, etc. Elle ignore de surcroît que la plus grande part – plus de la moitié – de la dépense

publique ne sert pas à payer le travail productif des fonctionnaires, mais est constituée de « prestations et transferts » (718 milliards, soit 58 % du total).

Une part de ceux-ci bénéficie aux entreprises sous forme de multiples subventions (dont le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi - CICE - qui augmente donc la dépense publique). Mais l'essentiel, ce sont les prestations sociales : en espèces (retraites, allocations familiales et chômage, RSA...) pour 436 milliards, et en nature de « produits marchands » (remboursements de consultations de médecine libérale et de médicaments, allocation logement...), pour 131 milliards. Ces prestations sont directement versées aux ménages et soutiennent massivement leur consommation auprès des entreprises privées.

Dépense publique contre activité privée

D'où la troisième idée fautive selon laquelle la dépense publique joue contre l'activité privée. Dans nos économies mixtes, c'est exactement l'inverse qui est vrai. La dépense publique soutient massivement l'activité globale et le privé lui-même. Réduire les services publics, c'est réduire directement le PIB puisque les fonctionnaires y contribuent, et c'est le réduire indirectement une seconde fois puisque les fonctionnaires dépensent une bonne part de leur salaire auprès du privé. Réduire les prestations sociales, c'est réduire ce qui forme une bonne part (un tiers) du revenu des ménages et donc leurs achats auprès du privé.

Le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) admettent à présent eux-mêmes l'effet multiplicateur massif de la dépense publique sur l'activité et l'emploi. C'est d'autant plus vrai que le privé est à la peine depuis 2008, suite à l'éclatement de la bulle spéculative constituée autour des dettes privées encouragées pendant trente ans par le néolibéralisme afin de soutenir la demande en dépit de l'austérité salariale.

François Fillon et Emmanuel Macron prétendent réduire la dépense publique afin de réduire sa « part » dans le PIB. Mais ce n'est tout simplement pas possible : la baisse de la dépense publique entraîne en effet celle du PIB, de sorte qu'au final le ratio dépense publique sur PIB baisse peu ou pas. En Grèce, la dépense publique a baissé de plus de 20 % entre 2009 et 2015, mais la dépense publique est entre-temps passée de 54,1 % à 55,4 % en proportion du PIB, car celui-ci s'est effondré de 25 %. En France, au cours des 25 dernières années, il n'y a qu'entre 1997 et 2001 que le ratio dépense publique sur PIB a baissé sensiblement (de 54 % à 51 %). Mais cela n'a pas été dû à une baisse de la dépense publique, qui a au contraire augmenté durant cette période.

Le cercle vertueux a été le suivant : les politiques keynésiennes déployées alors (hausse de la dépense publique, réduction du temps de travail sans baisse des salaires, dévaluation monétaire entraînée par l'appréciation du dollar, etc.) ont entraîné une hausse de l'activité et de l'emploi (2,1 millions d'emplois créés entre 1997 et 2001 soit autant que... durant toutes les Trente Glorieuses).

La contraction de la dépense publique a été en revanche sensible ces dernières années (hors même les charges d'intérêt qui ont eu tendance à baisser sur la période) : de 2,1 % l'an en volume entre 2002 et 2012, à 0,9 % de 2012 à 2017. Et si la dépense publique en % du PIB n'a guère baissé, c'est que la croissance du PIB s'est entre-temps contractée.

Réduction du déficit et de la dette publics

Quatrième idée fautive : il faut réduire la dépense publique afin de réduire le déficit et la dette publics. Les libéraux mésestiment systématiquement l'effet dénominateur : or les ratios de comptes publics ne dépendent pas uniquement des grandeurs placées au numérateur – dépense publique, déficit public ou dette publique – mais aussi et surtout de l'évolution du dénominateur – le PIB – auquel ces grandeurs sont référées.

A la faveur de la reprise, les ratios de comptes publics s'étaient sensiblement améliorés entre 1997 et 2001 : le déficit public était passé de 3,6 % à 1,4 % du PIB, la dette publique de 61,1 % à 58,2 %. A contrario, depuis 2012, la compression de la dépense publique couplée à l'austérité salariale étouffe la demande et donc l'activité, de sorte que les ratios de déficit publics et de dette publics ne s'améliorent guère.

Lire aussi : [Le programme de Macron « ne tient aucun compte ni des contraintes écologiques, ni des besoins](#)

[sociaux »](#)

Les programmes de Fillon et de Macron ne se traduiront pas seulement par plus d'inégalités. Ils enfonceront la France dans l'enlisement sans fin, dans la crise et le chômage de masse, et ne permettront même pas d'améliorer les comptes publics. Il est décidément temps de tourner la page du néolibéralisme.

Christophe Ramaux et Henri Sterdyniak (membres du collectif d'animation des Economistes Atterrés)